



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/25/127 modifiant l'arrêté d'autorisation du 29 octobre 2001 de la société U LOGISTIQUE implantée la commune de Beuzeville (27210)

LE PRÉFET DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.181-14, L.211-1, L.511-1, L.513-1, R.122-2, R.181-45, R.181-46, R.512-68 et R.513-1,
- vu le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,
- vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,
- vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,
- vu l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2663,
- vu l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2714,
- vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2925,

- vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4510,
- vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4510,
- vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4801,
- vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2171,
- vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2001 autorisant la société SYSTEME U à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Beuzeville,
- vu le récépissé de changement d'exploitant n°D-16-E3-570 du 20 juin 2016 au nom de U LOGISTIQUE,
- vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DELE/BERPE/18/1386 du 31 octobre 2018 relatif à l'extension de l'entrepôt (cellule n°6),
- vu le dossier de porter à connaissance du 31 octobre 2019 (réf. GES n°17872), complété les 25 mars et 9 juillet 2021,
- vu le courrier du 16 décembre 2021 donnant acte du dossier de porter à connaissance déposé le 31 octobre 2019, complété les 25 mars et 9 juillet 2021,
- vu la demande de bénéfice d'antériorité du 15 décembre 2021 (réf. JLG/LB/1275) modifiée le 30 décembre 2021 (réf. JLG/LB/1275 bis) relative à la rubrique 1510,
- vu le courrier de porter à connaissance du 3 mars 2025 relatif aux rubriques 4741, 4510 et 4511,
- vu la demande d'examen au cas par cas préalable à une éventuelle évaluation environnementale du 14 octobre 2025 relative au projet de création d'un pôle emballage,
- vu la décision de non-soumission à évaluation environnementale n° 2025-006106 du 5 décembre 2025,
- vu le dossier de porter à connaissance du 1er décembre 2025 (réf. GES n°24218) relatif à la création du pôle emballage, complété le 19 janvier 2026,
- vu le rapport et les propositions du 19 janvier 2026 de l'inspection des installations classées,
- vu le projet d'arrêté porté le 19 janvier 2026 à la connaissance du demandeur,
- vu les observations du demandeur sur ce projet le 6 février 2026,

Considérant :

les demandes de modifications déposées,

la compatibilité de la demande avec l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

que l'établissement remplit les conditions d'éligibilité au bénéfice de l'antériorité pour le passage de la rubrique 1510 du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement,

que, conformément à la note technique du 20 décembre 2021 relative aux évolutions de la nomenclature des installations classées, l'établissement, initialement autorisé et bénéficiant de l'antériorité pour la rubrique 1510, demeure soumis aux procédures applicables aux installations autorisées, cette qualité étant par ailleurs confirmée par le classement au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement,

que l'exploitant a sollicité, dans ses observations du 6 février 2026, l'extension de la dérogation à l'article 2.4 de l'arrêté du 14 janvier 2000 à la façade ouest du bâtiment de stockage d'emballages, l'extension future du bâtiment ne se faisant que vers l'est, et que les modélisations FLUMILOG produites en complément démontrent l'absence d'effet domino sur les stockages extérieurs,

la nécessité de régulariser la situation administrative de l'établissement et d'actualiser son classement ICPE,

que la demande de dérogation présentée par l'exploitant est acceptable sous les conditions définies au présent arrêté,

l'article L.181-14 du Code de l'environnement susvisés permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté préfectoral,

l'article L.181-14 du Code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRETÉ

Article 1er – Objet

La société U LOGISTIQUE, dont le siège social se situe Place des Pléiades à Carquefou (44470), est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes concernant son établissement situé ZI Campagne du Rang Mare sur la commune de Beuzeville (27210).

Les prescriptions ci-dessous s'ajoutent ou se substituent aux prescriptions des articles nommés de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 modifié par l'arrêté du 31 octobre 2018.

Article 2 – Nature des modifications visées par le présent arrêté

Les modifications suivantes sont apportées aux installations :

- actualisation du volume de l'entrepôt (743 741 m³) et ajout des rubriques 4510-2, 4801-2, 2171, 4755-2b, 4734-2c, 2714-2 et 2910-A-2,
- suppression du stockage permanent d'aérosols inflammables, de solides facilement inflammables et de comburants,
- renforcement de la défense incendie : réserves d'eau 3 000 m³, sprinklage ESFR cellules 1 et 6, colonnes sèches sur les murs séparatifs,
- renforcement du confinement : bassin sud porté à 4 420 m³ et rendu étanche par géomembrane,
- travaux structurels : mise en conformité du désenfumage (2 %) et renforcement EFECTIS des cellules C1, C2, C3 et C6,
- passage de la rubrique 1510 du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement par bénéfice de l'antériorité,
- intégration à la rubrique 1510 des stockages de matières combustibles précédemment déclarés (rubriques 1530, 1532, 2663-1c et 2663-2c au sein de l'IPD),
- reclassement des produits dangereux pour l'environnement aquatique :
 - la rubrique 4511-2 (20 t < 100 t) passe sous le seuil de la déclaration,
 - la rubrique 4741-2 (90 t > 20 t) passe au-dessus du seuil de la déclaration contrôlée,
- création du pôle emballage hors IPD : bâtiment de stockage de 2 294 m² (rubriques 2663 et 2714) et aire extérieure de 2 944 m² (rubrique 1532),
- réaménagement de la cellule n°1 : rackage de la zone libérée et mesure compensatoire (racks en limite est réservé aux produits non combustibles),
- évolution des rubriques : création 1532-2b (2 815 m³) et 2663-2b (2 000 m³) hors IPD, augmentation 2714-2 (430 → 600 m³).

Article 3 – Conformité au dossier porter à connaissance

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant susvisé.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

Article 4 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, aménagements au titre de la loi sur l'eau

Les articles 1.2. de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 et 5 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2018 sont modifiés comme suit :

Rubrique	Rég i me *	Désignation de la rubrique	Nature de l'installation	Volume **
1510-2b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	6 cellules + 1 cellule 2bis	743 741 m ³
1436-2	DC	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Produits d'hygiène et entretien Cellules n°2 et n°3 : Hauteur max 5 m	200 t
1532-2b	D	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Aire extérieure de stockage de palettes bois du pôle emballage	2 815 m ³
2171	D	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole		2 000 m ³
2663-2-b	D	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Bâtiment du pôle emballage	2 000 m ³
2714-2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des	Bâtiment du pôle emballage	600 m ³

		<p>activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>		
2910-A-2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Motopompes du sprinklage et surpresseur</p> <p>Local 1 : 198 + 231 kW Local 2 : 2 x 285 kW Incendie : 230 kW Total 1 229 kW</p>	1,229 MW
2925-1	D	<p>Atelier de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	Local de charge de batteries au plomb	430 kW
4331-3	DC	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>Produits d'hygiène et entretien</p> <p>Cellule n°3 : Hauteur max 5 m</p>	90 t
4510-2	DC	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>		43 t
4734-2.c	DC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t</p>	<p>Pétroles lampants</p> <p>Cellules n°2 et n°3 : Hauteur max 5 m</p>	450 t

		au total		
4741-2	DC	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t</p>		90 t
4755-2-b	DC	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³</p>		350 m ³
4801-2	D	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t</p>	Charbon de bois	450 t
2.1.5.0-2	A	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 20 ha</p>		22 ha

* Régime : A (Autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique), NC (non classée)

** Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Article 5 – Comportement au feu du bâtiment de stockage d'emballages

Par dérogation à l'article 2.4 de l'arrêté du 14 janvier 2000, les façades nord (quais), sud (arrière) et ouest du bâtiment de stockage d'emballages peuvent être constituées de bardage métallique de classe A2s1d0 non pare-flamme.

La façade latérale est constituée de parois béton REI 120 avec dépassement de 1 m en toiture.

Le bâtiment est équipé d'une détection incendie avec report d'alarme au poste de garde.

Article 6 – Réserves d'eau incendie

L'exploitant dispose de réserves d'eau incendie d'un volume total minimal de 3 000 m³, conforme aux besoins calculés selon le guide pratique D9, maintenues en permanence accessibles et utilisables.

Article 7 – Colonnes sèches

Des colonnes sèches (dispositifs de rideaux d'eau) sont installées le long des murs coupe-feu séparatifs des cellules de l'entrepôt principal, conformément au dossier de porter à connaissance du 31 octobre 2019.

Article 8 – Bassin de confinement

Le bassin de confinement sud a une capacité minimale de 4 420 m³, rendu étanche par géomembrane et maintenu vide en permanence.

Article 9 – Bâtiment de stockage d'emballages

Le bâtiment de stockage d'emballages respecte les prescriptions des arrêtés ministériels applicables, aménagées par l'article 5 du présent arrêté.

Le bâtiment est implanté à une distance minimale de 20 mètres de l'entrepôt principal.

Article 10 – Aire extérieure de stockage de palettes

L'implantation des îlots garantit l'absence de flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² sur la réserve incendie, conformément aux modélisations FLUMILOG jointes au dossier de porter à connaissance du 1^{er} décembre 2025.

Article 11 – Mesure compensatoire en cellule n°1

Afin de supprimer les dépassements de flux thermiques vers les tiers situés à l'est du site, les racks situés en limite est de la cellule n°1 sont exclusivement réservés au stockage de produits non combustibles.

L'étendue de cette zone est définie sur le plan d'implantation des stockages annexé au dossier de porter à connaissance du 1^{er} décembre 2025.

Article 12 – Vérification du statut SEVESO

L'exploitant vérifie régulièrement le statut SEVESO de son établissement au moyen de son logiciel de gestion des stocks intégrant les règles de cumul définies à l'article R.511-10 du Code de l'environnement.

Un registre des quantités de produits relevant des rubriques 4 est tenu à jour et permet de justifier à tout moment du non-dépassement des seuils SEVESO.

En cas de dépassement des seuils, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées.

Article 13 : Mise à jour du plan d'opération interne

Le plan d'opération interne (POI) est mis à jour dans un délai de trois mois à compter de la mise en service du bâtiment de stockage d'emballages et de l'aire extérieure de palettes bois.

Article 14 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du Code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 15 – Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Bernay,
- monsieur le maire de la commune de Beuzeville,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO).

Fait à Évreux, le

24 FEV. 2026

Le préfet de l'Eure

Charles GIUSTI

